



Conseil de sécurité

CS/10009

Département de l'information • Service des informations et des accréditations • New York

Conseil de sécurité
6372^e séance – matin

« LES POURPARLERS DIRECTS ENTRE ISRAÉLIENS ET PALESTINIENS SONT LA SEULE VOIE VERS UNE SOLUTION DURABLE », RÉAFFIRME LE SOUS-SECRÉTAIRE GÉNÉRAL AUX AFFAIRES POLITIQUES

« Nous approchons d'un tournant important dans les efforts visant la reprise de pourparlers directs », estime M. Oscar Fernandez-Taranco devant le Conseil de sécurité

« Nous approchons d'un tournant important dans les efforts visant la reprise de pourparlers directs entre Palestiniens et Israéliens, a affirmé aujourd'hui le Sous-Secrétaire général aux affaires politiques, M. Oscar Fernandez-Taranco, au cours de la réunion mensuelle du Conseil de sécurité sur la situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne. M. Fernandez-Taranco a répété que de telles négociations directes et substantielles représentent la seule voie vers une solution durable et globale qui puisse satisfaire les aspirations des peuples israélien et palestinien.

Le Sous-Secrétaire général, qui a relevé que les différentes parties tiennent actuellement des discussions internes sur l'opportunité d'engager des négociations directes, a souhaité qu'elles fassent preuve d'ouverture et saisissent l'occasion de s'engager de manière décisive sur la voie d'une solution réaliste à deux États. Les Nations Unies, a-t-il affirmé, sont prêtes à soutenir un tel processus, dans le cadre des résolutions du Conseil de sécurité et des accords internationaux existants.

M. Fernandez-Taranco a rappelé les efforts personnels consentis par le Secrétaire général, en contact avec le Sénateur américain, M. George Mitchell, chargé de la médiation américaine. Ce dernier a de nouveau rencontré le Président de l'Autorité palestinienne, M. Mahmoud Abbas, et le Premier Ministre israélien, M. Benjamin Netanyahu, les 10 et 11 août respectivement. Il a également rappelé qu'un soutien régional et international sera nécessaire pour que les efforts aboutissent. En ce sens, il s'est félicité de la décision de la Ligue des États arabes qui, le 29 juillet, a apporté son soutien de principe au Président Abbas pour qu'il engage des négociations directes quand il le jugera bon. M. Fernandez-Taranco s'est dit cependant déçu de l'absence de progrès dans les efforts de réconciliation intrapalestinienne, malgré les différents efforts entrepris en ce sens, notamment par l'Égypte.

Pour que les négociations aboutissent, il faut créer un climat propice sur le terrain, a rappelé M. Fernandez-Taranco. Les deux parties doivent donc respecter les engagements pris en vertu de la Feuille de route. Le Sous-Secrétaire général a ainsi demandé que le moratoire partiel sur la colonisation en Cisjordanie, qui arrive à échéance le 26 septembre prochain, soit reconduit et étendu à toutes les activités de colonisation dans le Territoire palestinien occupé, y compris à Jérusalem-Est. Il a toutefois fait observer que la retenue relative manifestée par les autorités israéliennes au cours de ces derniers mois à Jérusalem-Est s'estompait et que les évictions de Palestiniens, les destructions de leurs maisons et les constructions de logements pour des colons avaient repris. Aux termes de la Feuille de route, Israël a l'obligation de geler toutes les activités de colonisation, y compris celles résultant de l'accroissement naturel de la population, et de démanteler tous les avant-postes installés depuis mars 2001, a-t-il rappelé.

M. Fernandez-Taranco a noté qu'Israël avait pris quelques mesures pour faciliter le passage des postes de contrôle en Cisjordanie depuis le début du Ramadan, signalant notamment la levée de trois points de contrôle, tout en ajoutant qu'il en restait plus de 500 en place. Il a indiqué que, depuis le précédent exposé au Conseil de sécurité, le 21 juillet, Israël avait effectué 313 incursions en Cisjordanie, alors que 22 incidents étaient imputables à des colons israéliens.

Par ailleurs, le Sous-Secrétaire général s'est dit inquiet de la situation financière de l'Autorité palestinienne, dont le financement actuel –507 millions de dollars– reste inférieur de 200 millions aux besoins de l'année 2010. Le déficit risque d'atteindre 300 millions de dollars à la fin de l'année, a-t-il averti, avant de rappeler que les donateurs doivent accroître leur soutien à l'Autorité palestinienne, afin de renforcer sa stabilité, qui est essentielle pour la reprise des négociations.

Le Sous-Secrétaire général a assuré qu'il continuait de suivre les effets de la nouvelle politique menée par Israël à l'égard de Gaza depuis l'allègement du blocus à la fin du mois de juin. Il a noté une augmentation importante en valeur comme en volume des entrées à Gaza, qu'il a jugée positive. Toutefois, a-t-il relevé, les échanges restent très inférieurs à ce qu'ils étaient avant l'instauration du bouclage en 2007. Il a rappelé que, le 21 juin, le Quatuor a appelé à une solution exhaustive, qui tienne compte des besoins, notamment humanitaires, des Gazaouis en même temps que des préoccupations légitimes de sécurité d'Israël. Il a estimé que les procédures d'approbation imposées par les Israéliens demeurent trop lourdes, y compris pour les projets des Nations Unies.

M. Fernandez-Taranco en a également appelé à la communauté internationale pour qu'elle soutienne les travaux de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), qui souffre de graves difficultés de financement.

Rappelant que le 4 août a marqué le 1 500^{ème} jour de détention du caporal israélien Gilad Shalit, M. Fernandez-Taranco a déploré que les appels internationaux en faveur de sa libération et d'un échange de prisonniers n'aient pas été entendus. Il a par ailleurs condamné les six tirs de roquettes et trois tirs de mortiers lancés à partir de Gaza en direction d'Israël durant le mois écoulé, sans toutefois faire de blessés. Ces tirs, a-t-il dit, ont provoqué 11 attaques aériennes et 11 incursions israéliennes à Gaza en représailles, qui ont tué trois militants palestiniens et fait 29 blessés, dont 22 civils et cinq policiers.

M. Fernandez-Taranco a rappelé que, le 2 août, le Secrétaire général avait constitué l'Équipe chargée d'enquêter sur l'incident du 31 mai de la flottille se dirigeant vers Gaza, après d'intenses consultations avec les dirigeants israéliens et turcs, ajoutant que l'Équipe s'est réunie, pour la première fois, les 10 et 11 août. Précisant que l'Équipe d'enquête n'a pas pour mandat de déterminer des responsabilités pénales individuelles, M. Fernandez-Taranco a également rappelé que le Secrétaire général avait exprimé l'espoir que l'Équipe pourrait bénéficier de la pleine coopération de l'ensemble des pays concernés. Il a annoncé que les membres de l'Équipe d'enquête se réuniraient, à nouveau, début septembre et devraient présenter un rapport intérimaire au Secrétaire général, le 15 septembre.

Concernant la situation dans la région, M. Fernandez-Taranco a déclaré que la situation dans le Golan syrien occupé demeurait stable même si les activités d'implantation de colonies de peuplement se poursuivent. Il a fait état de deux graves incidents survenus au cours du mois dernier: le tir de cinq roquettes, le 2 août, sur les stations d'Eilat en Israël et d'Aqaba, en Jordanie, qui ont fait un mort en Jordanie, et l'incident du 3 août en violation de la « Ligne bleue » entre le Liban et Israël. L'échange de tirs du 3 août entre les Forces armées israéliennes et les Forces armées libanaises constitue l'incident le plus grave depuis l'adoption par le Conseil de sécurité de sa résolution 1701 (2006), a déclaré le Sous-Secrétaire général, qui a rappelé qu'une enquête était en cours. Toujours à propos du Liban, M. Fernandez-Taranco a rappelé que, le 20 juillet, le Premier Ministre libanais avait demandé au Conseil de sécurité de proroger sans modification le mandat de la FINUL pour une nouvelle période d'une année.

Des progrès importants en matière politique et de sécurité ont été enregistrés au Liban au cours de ces derniers mois, a fait remarquer M. Fernandez-Taranco, précisant que le 31 juillet, le Président du Liban avait tenu une réunion conjointe avec le Roi d'Arabie saoudite et le Président de la Syrie. L'Émir du Qatar a, pour sa part, effectué une visite officielle au Liban du 31 juillet au 2 août, au cours de laquelle il s'est rendu dans des villages du sud du pays. Ces visites, qui signalent un ferme engagement des pays arabes voisins pour maintenir le calme au Liban, ont eu lieu au moment où les tensions augmentaient à la suite de rumeurs et de spéculations concernant des accusations par le Tribunal spécial pour le Liban, a estimé M. Fernandez-Taranco, avant de conclure.

* * * *